

C'est un problème très complexe. Nous faisons de notre mieux pour réduire les inconvénients au minimum. Cependant, il ne semble pas très approprié, cette année, de retenir les avions en guise de sanction, car ceux qui en souffriraient, ce ne serait pas les lignes aériennes mais les voyageurs dont les réservations seraient alors sans valeur.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, si je puis faire une observation sur la déclaration du ministre des Transports, c'est terrible pour un ministre de ce gouvernement d'être éveillé. (*Applaudissements*)

### LES TRANSPORTS AÉRIENS

#### LES PASSAGERS «FANTÔMES»

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je voudrais répondre à une question posée hier par le député de Queens (M. MacLean) au sujet des passagers «fantômes» sur les lignes d'Air Canada. Jusqu'ici elles n'ont pas pensé pouvoir profiter de mes conseils sur la manière de gérer cette ligne aérienne. (*Exclamations*)

Je n'en suis pas trop vexé. Cependant, Air Canada a décidé de téléphoner, quelques heures avant le vol, à toute personne ayant réservé une place. De la sorte, elle obtient un très grand nombre d'annulations dont les gens ne prendraient pas eux-mêmes l'initiative. Sauf erreur, elle examine néanmoins l'autre possibilité que j'ai indiquée, mais l'application de ce procédé présente de très grande difficultés.

[*Français*]

### L'AGRICULTURE

#### PROTESTATIONS CONTRE L'IMPORTATION MASSIVE D'ŒUFS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Auguste Choquette (Lotbinière):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donnée l'importation massive des œufs, laquelle crée une situation désastreuse pour la classe agricole, est-ce que le ministre n'a pas une politique à annoncer qui pourrait pallier cet inconvénient grave pour la classe agricole?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une question supplémentaire.

[*Plus tard*]

**M. Choquette:** Monsieur l'Orateur, je voudrais revenir d'une façon plus précise sur la question que je posais tout à l'heure au ministre.

Est-ce que le gouvernement est disposé à annoncer une politique d'achat des œufs, étant donné que la classe agricole est affligée par une importation massive des œufs?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, la Commission de stabilisation des prix agricoles va annoncer aujourd'hui une politique d'achat des œufs.

[*Traduction*]

### LES NATIONS UNIES

#### LE MOYEN-ORIENT—LA RÉOLUTION RELATIVE À JÉRUSALEM ET LA RÉACTION D'ISRAËL

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures quels rapports le Canada a eus avec Israël, directement, ou par l'intermédiaire de notre ambassadeur, au sujet de la résolution adoptée par les Nations Unies, appuyée par le Canada et demandant qu'Israël cesse ses mesures visant l'annexion de la vieille ville de Jérusalem. Quelle est la réaction d'Israël à ce sujet?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, juste avant le vote à l'Assemblée générale, je me suis entretenu de la question avec l'ambassadeur d'Israël à Ottawa. Le ministre des Affaires étrangères d'Israël a rencontré récemment le secrétaire général; M. Eban a annoncé aujourd'hui ou tard hier soir, je crois, que son gouvernement ferait une déclaration à ce sujet vers le milieu de la semaine prochaine, au moment où l'on prévoit que l'Assemblée générale reprendra ses séances.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, je veux poser au ministre une autre question à propos des réfugiés. Le Canada a-t-il directement ou indirectement fait savoir aux Nations Unies, ou à un pays arabe quelconque, ou à Israël, qu'il est prêt à accepter un nombre donné de réfugiés si ceux-ci pouvaient émigrer ici?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, il m'est impossible d'ajouter quoi que ce soit à la déclaration faite à cet égard par le premier ministre il y a dix jours environ.